

# L'Abeille

de la Nouvelle-Orléans  
Journal Hebdomadaire  
Fondée le 1er Septembre 1827  
Publié par le Times-Picayune Publishing Co. au Times-Building, Building Square Lafayette, Nouvelle-Orléans, La.  
Téléphone Main 4100  
Enregistré à la Poste de la Nouvelle-Orléans, La., comme matière de deuxième classe, conformément à l'acte du 3 Mars 1879.  
En Louisiane et au Mississippi...  
Pour les Etats-Unis, un an \$3.00  
Par mois . . . . .

## La Situation Financière DE LA FRANCE ET L'INQUISITION FISCALE

Evidemment notre gêne est considérable. Les gouvernements qui se sont succédés chez nous, depuis 1914 jusqu'à 1922, ont accumulé les fautes financières. Qu'il s'agisse de M. Ribot ou de M. Clemenceau, la déraison, l'imprévoyance, la légèreté diplomatique, le gaspillage administratif, ont été extravagants. Nous avons emprunté à tort et à travers pour payer des bénéfices et des ouvriers salariés, les industriels et les autres d'usine.

Aujourd'hui des orateurs plus ou moins inspirés, des journaux plus ou moins officiels, se plaignent des réclamations de nos alliés. En effet, l'Angleterre et les Etats-Unis rivalisent d'exactitude dans l'apurement de leurs comptes à notre égard. Ils nous réclament, sinon le capital, tout au moins l'intérêt minuscule des sommes qu'ils nous ont avancées durant la guerre, et la présentation de ces notes soulève, chez nous, des colères ou des dégoûts.

Raisonnons pourtant un peu. Quand nous avons emprunté, quelle était notre intention? Rembourser. Alors de quoi se plaindre? Il y a un manque de dignité formidable à critiquer aujourd'hui les conséquences inévitables d'une opération claire, nette, simple, catégorique.

De là à dire qu'il n'y a rien de choquant dans l'occurrence, il s'étend un abîme que nous ne franchissons pas. Au moment où nous sollicitons de nos alliés des emprunts divers pour faire face aux nécessités de la lutte commune et protéger le front commun.

Le franc était à peu près au pair. Nous nous faisons tuer, dévaster, anéantir sans contrepartie. Cela prouve que les hommes d'Etat français, qui ont conclu les opérations d'où nous venons aujourd'hui tant d'embarras, ont été, je n'hésite pas à l'écrire, de véritables criminels.

M. Ribot, s'il a une conscience, doit la sentir très lourde. Quant à M. Clemenceau, ses imprudences ne se comptent pas. Il fallait dire alors à nos alliés: "Nous manquons d'argent. Sans argent, pas moyen de tenir. Nous faisons l'avance de notre sang. Faites-nous, à fonds perdus, une avance d'argent. C'est encore vous qui y gagnerez."

Les alliés, qui, à ce moment-là, nous accablent d'éloges, parce qu'ils avaient besoin de nos troupes, eussent compris un raisonnement si peremptoire. A l'heure qu'il est, les circonstances qui le rendent tel ont disparu. Il ne reste que notre dette, doublée ou triplée par les vicissitudes du change.

Que l'Angleterre, que les Etats-Unis se montrent très délicats de nous poursuivre de leurs petites notes, c'est une autre affaire. S'ils savaient quel mépris ils amassent, ils réfléchiraient peut-être davantage à la situation de la France; mais il faut convenir qu'ils ont pour eux la lettre du droit.

Où leur rôle devient franchement odieux et inacceptable, c'est lorsque, sans cesser de faire valoir sur nous leur créance, ils nous enjoignent de renoncer à nos justes prétentions sur l'actif de l'Allemagne. La, vraiment, les Etats-Unis et l'Angleterre se conduisent à notre égard de manière peu qualifiable. Mais n'ont-ils pas d'excuses?

Comment, en effet, apprécierions-nous la conduite des hommes d'Etat français qui, sans se laisser depuis quatre ans, n'ont cessé de consentir des diminutions sur diminutions du montant des dettes allemandes envers la France, sans offrir, pour prix de leur acquiescement aux injonctions germanophiles de la Grande-Bretagne ou des Etats-Unis, une réduction correspondante de notre dû à leur égard?

De quelle façon pourrions-nous jamais nous acquitter du côté de Londres ou de Washington si nous ne touchons rien de Berlin? Ainsi donc au manque de délicatesse, ou de probité, de nos anciens alliés, correspond chez nos gouvernements une absence totale d'audace politique et de bon sens diplomatique. Les hommes qui nous ont gouvernés ne connaissent certainement par leur métier, et ils ont endossé à l'égard de la France, une responsabilité vraiment terrible.

Ce n'est pas seulement en matière de politique extérieure, mais en fait d'économie domestique, que retentissent le tragique appel du maréchal Foch à l'usage Haute-Cour. On pourrait même poser en principe que les sabotages extérieurs sont peu de chose à côté des négligences économiques.

Pour le moment le résultat le plus visible des erreurs officielles consiste dans l'accélération du pressoir fiscal. On veut faire payer au contribuable les fautes répétées des hommes d'Etat, les dévastations allemandes

et l'égoïsme anglo-saxon. A-t-on pensé au contre-coup? L'annonce d'une inquisition fiscale, qui menace directement le crédit et la nation et qui crée une prime nouvelle à l'exportation des capitaux, a provoqué dans les pays tout entiers des protestations virulentes. La déshonneur est profonde de voir que non seulement le Roche paie de moins en moins, mais que le Français paie de plus en plus cher pour le Roche. De fait, directement et indirectement, cela fait bien 100 milliards que nous avons avancé à nos ennemis. Quel paradoxe! Quelle duperie! Et à quoi faut-il s'attendre si l'Allemagne refuse un beau jour de nous rembourser nos comptes? Qui, quand on pense que l'Allemagne, une Allemagne intacte de 60 millions d'habitants, n'est pas encore arrivée à payer la moitié de ce que la France avait avancé de verser en 1873, il y a de quoi frémir, de rêver!

Mais là n'est pas la question. La question est de savoir jusqu'à quel point le contribuable français, que de nouvelles menaces—purements françaises—assaillent et terrorisent, se laissera assaillir et terroriser. M. Marrel Azais, dans les Essais critiques, répond à cette question d'une façon opposée à celle de la Revue Française, en conseillant catégoriquement le Refus de l'impôt: "Ne pas souscrire, ne pas apporter bénévolement son épargne à un Etat sans fond, est une besogne négative. Une besogne affirmative, dit-il, est nécessaire: le refus de l'impôt."

Le plus paradoxal, c'est que M. de Lasteyrie, notre actuel ministre des Finances, désapprouve hautement les mesures qu'il recommande d'adopter. De qui se moque-t-il? En vérité, la déraison est forte, de dire, comme il l'a dit: "Evidemment c'est de l'inquisition, et c'est détestable. Mais que voulez-vous? C'est là une suite inévitable de l'impôt sur le revenu. Ma qualité de ministre des Finances m'oblige à la perfectionner, quoique j'aie voté contre et quoique je continue à le trouver odieux."

Ce langage absurde, équivaudrait, chez un médecin, à intensifier, sur un malade, le traitement d'un confrère antérieur, et qu'il juge mortel.

Il est certain que la multiplication contre nature des impôts personnels et directs tend à transformer automatiquement le contribuable en délinquant. Pourquoi ne le serait-il pas, puisque il peut l'être? Ce raisonnement produit son effet. Vivent les impôts réels, qui ne comportent pas la chasse à l'homme, mais à la reddance! Là est la vérité politique, qui qu'on dise.

Si l'on demandait aux contribuables ce qu'ils préfèrent, ou un impôt inquisitorial, facteur de suspects et d'incertitude, fut-il moins lourd, ou un impôt réel, indirect, perçu indépendamment de la qualité de payeur, fut-il plus élevé, je suis bien sûr que la presque unanimité se déclarerait en faveur de la taxation impersonnelle, même considérable.

Ce ne sont pas des raisons fiscales qui ont introduit chez nous le régime absurde de l'impôt sur le revenu, dont les accessoires inquisitoriaux inévitables commencent à montrer où le système aboutit, mais des raisons de politique socialiste. On veut faire le relevé des fortunes, non pour arriver ainsi à un établissement plus pratique, plus scientifique de cotes, mais pour préparer clandestinement l'expropriation graduelle et générale des patrimoines.

Il est déplorable qu'un ministre, qui ne manque pas de bon sens, dans un cabinet qui fait de son mieux pour sauver l'intérêt national, compromette sur ce point, par une déplorable légèreté, l'avenir même de la France.

## Le Marechal Wilson

Le maréchal sir Henry Wilson a été assassiné par deux Irlandais que l'on croit affiliés à l'armée républicaine en état de révolte plus ou moins ouverte contre le gouvernement de Dublin).

Originaire de l'Ulster, ayant servi à Belfast, même dans ses jeunes années d'officier, le maréchal portait aux affaires de son Ile natale un intérêt passionné. Il ne se cachait pas pour dire et répéter que M. Asquith, avant 1916, et M. Lloyd George, depuis 1916, avaient préparé l'anarchie la plus sanglante en déshonorant l'acte d'union. Nul ne protesta plus violemment que lui contre le fait que les lois de prescription ne furent pas appliquées à l'Irlande en 1917. Quand le ministère de Londres permit aux révolutionnaires de se constituer en gouvernement autonome et quasi indépendant, nul ne cria plus haut que les loyalistes de l'Ulster, après s'être sacrifiés pendant la guerre, étaient indignement trahis. L'année dernière, ayant abandonné le poste de chef de l'état-major impérial, à la suite de ses dissentiments de plus en plus vifs avec M. Lloyd George, sir Henry était entré au Parlement de Westminster. Il ne tarda pas à s'y révéler l'orateur le plus éloquent de l'opposition. En même temps, il devenait le conseiller militaire du ministre de Belfast et s'appliquait à mettre en état de défense la frontière menacée par les bandes républicaines. Je l'entends encore, à la Chambre des Communes, le 25 mai dernier, sommant le gouvernement d'assurer la protection de l'Etat du nord-est et de donner aux troupes toute liberté d'action. Il tombe victime d'une guerre civile qui, à tout moment, par

le fait des minorités véhémentes, peut s'élargir en une vraie Saint-Barthélemy.

Mais, pour nous, sir Henry Wilson n'est pas le patriote dressé contre la menace du démantèlement britannique. Il est le soldat qui, dès le commencement du siècle, ayant eu la vision du péril allemand, s'étant attaché de toute son intelligence et de tout son cœur à organiser l'union de l'armée anglaise et de l'armée française, a parfaitement accompli son dessein. Pendant quatorze ans, il a été l'ami, le confident, le collaborateur de nos chefs militaires, qui reconnaissent en lui une culture du même ordre que la leur.

Il fut la clairvoyance même dans un pays où les esprits n'anticipent pas volontiers sur l'avenir. On raconte que, chef du collège de guerre de Kimberley, appelé un jour à disserter sur les commencements de l'inévitable conflit européen, il indiqua du doigt, sur la carte, la région de Mons et prophétisa: "C'est ici que notre armée sera en grand danger d'envolement." Pendant 7 ou 8 ans, s'élançant à bicyclette, chaque été, vers la frontière belge et la frontière allemande, il avait acquis de la zone des futures batailles la connaissance la plus précise.

Il fut l'homme d'action par excellence au moment où les ministères tergiversaient. Chef du bureau des opérations, dès le 23 juillet 1914, il faisait distribuer des cartes de Belgique à ses officiers et préparait l'armée au combat, dissipant les hésitations, même parmi les militaires, furent assez nombreuses. Ce fut pourtant lui qui, le 2 août, fut envoyé par lord Haldane, à M. Cambon, afin de proposer à l'ambassadeur de France une forme de coopération qui n'entraînait pas l'Angleterre dans la lutte. M. Cambon arrêta d'un mot, sir Henry Wilson—qui dut lui en savoir quelque gré.

Comme le dit M. le maréchal Foch, il fut, sur les champs de bataille, l'âme même de la coopération franco-britannique. Chargé de la liaison entre les deux grands quartiers, toutes les routes de Flandre et d'Artois l'ont vu passer et repasser pendant des mois et des années, si haut de taille qu'il était assuré de dominer, tout au moins de la tête, quiconque lui parlait de mine si renfrognée que lui-même dénonçait volontiers sa laideur.

Ecarté des fonctions de chef d'état-major par M. Asquith, qui ne lui pardonnait pas d'avoir essayé de faire tomber son ministère en avril 1914 (toujours à cause de l'Irlande), éloigné du grand quartier lors de l'avènement du maréchal Haig, en décembre 1915, il ne reentra en scène qu'à la fin de 1917, comme membre du comité de Versailles, résolu cette fois à servir la cause de l'unité de commandement. C'est alors qu'il prit de l'influence sur M. Lloyd George, et par lui fut placé à la tête de l'état-major impérial, le 16 février 1918. Dès lors, le maréchal Foch n'eut pas d'ami plus convaincu de sa glorieuse destinée.

Je me souviens d'avoir dîné avec sir Henry Wilson et lord Milner, à Versailles, deux ou trois jours avant l'armistice. Il attendait fébrilement l'offensive du général de Castelnau, et désignant un point sur la carte, répétait sans cesse: "Il me tarde d'y voir l'armée française." Il racontait ses amicales controverses avec M. Clemenceau, auquel il s'adressait toujours par ces mots: "Monsieur Tigre..." et avec lequel il rivalisait de plaisanterie. Pendant toutes les négociations de paix, pendant les négociations plus laborieuses encore si possible qui marquèrent l'ère des conférences, jamais, dans aucune consultation, qu'il fut question de l'Allemagne ou de l'Orient, il ne se sépara du généralissime des armées alliées. La postérité ne les séparera pas. Sans cesse elle verra la photographie populaire où ils sont représentés bras dessus, bras dessous, portant sur les hommes et les événements des jugements trop souvent vérifiés.—Perrinax.

## LA SPECULATION

SUR LE CHANGE

Il n'est pas en Allemagne d'employé de commerce, de garçon de café, de cocher de fiacre, qui ne possède, soit quelques dollars, soit une ou deux livres sterling, soit d'autres monnaies étrangères. Chacun spéculé sur le change, sur la fuite du mark. On acquiert des devises, comme on achète des bijoux, des marchandises, des terres, pour transformer en valeurs réelles les marks-papier qui inspirent de moins en moins confiance. Lorsque, sous l'impression d'un événement plus ou moins sensationnel, cette masse de gens se présente en rangs serrés chez les banquiers, soit pour vendre une partie de ses billets, soit pour en acheter de nouveaux, l'influence qu'elle exerce sur les cours est souvent considérable.

C'est là une forme de la spéculation sur le change qui n'existe que dans les pays à monnaie dépréciée. Mais il en est d'autres dans les pays à change élevé. Voici un exemple qui est assez suggestif. Un emprunt extérieur a été émis, il y a quelques mois, à New-York, et à Londres, par le département de la Seine. Dès l'annonce de cette opération, la spéculation internationale s'est mise à acheter des francs, en prévision des besoins de change qu'allait faire naître

le transfert en France des fonds empruntés. Ces achats ont été l'une des principales causes de la hausse rapide du franc à laquelle nous avons assisté en février. Les spéculateurs s'étaient d'ailleurs lourdement trompés, car les disponibilités de change obtenues par cet emprunt ont été utilisées sur place, de sorte que le transfert escompté n'a pas eu lieu.

Beaucoup d'opérations commerciales impliquent d'ailleurs une spéculation de change. Les acheteurs français de marchandises étrangères qui ne s'assurent pas, au moment de leurs achats, les disponibilités de change nécessaires pour le paiement, font une spéculation à la hausse du franc. Il en est de même de ceux qui, par un règlement quelconque à effectuer en monnaies étrangères, demandent un délat.

Si nous passons maintenant à des milieux où l'on vit essentiellement de spéculation, nous voyons que les achats en Bourse de valeurs mobilières internationales impliquent une opération sur le change. Quant aux banquiers et aux intermédiaires qui interviennent dans les règlements internationaux, leur rôle n'est évidemment pas passif. Lorsque, par exemple, un banquier vend à découvert des devises étrangères à un importateur qui en a besoin pour le paiement de produits achetés au dehors, il spéculé à la baisse des devises ou, ce qui est la même chose, à la hausse du franc. En outre, la prévision d'offres ou de besoins ultérieurs incite les intermédiaires à se livrer, sur les changes, à des opérations de nature spéculative, tout à fait indépendantes des affaires commerciales. S'ils constatent qu'un Etat augmente démesurément sa circulation fiduciaire, ils spéculent à la baisse de son change. S'ils apprennent ou supposent qu'une nation aura, à une époque donnée, d'importants paiements à faire à l'étranger, ils vendront à découvert la devise de cette nation ou ils achèteront du change sur les pays où devront s'effectuer ces règlements.

Ainsi donc, les devises sont une marchandise comme les autres; actuellement elles constituent même, par excellence, en raison de leur nature et de l'importance de leur marché, une matière de spéculation; la demande ou l'offre en est souvent déterminée par le simple espoir d'un bénéfice à réaliser ultérieurement, grâce à la revente à de plus hauts cours ou au rachat à meilleur marché. Ce sont ces opérations qui rendent si difficile l'explication des variations constatées dans le taux des changes. Est-ce à dire que la spéculation produise toujours sur le marché un effet nuisible? Non. Si dans certains cas son intervention précipite les fluctuations et aggrave l'instabilité des changes, elle constitue plus fréquemment un élément régulateur.

En effet, grâce à elle, l'ampleur des transactions s'étend et les opérations se multiplient. Faite en prévision d'événements futurs, la spéculation constitue une sorte d'assurance contre l'influence que ces événements doivent normalement exercer sur les cours, lorsqu'ils se réaliseront; cette influence s'en trouvera atténuée. Les positions spéculatives qui existent sur les marchés des devises forment comme un vaste réservoir de disponibilités, où s'alimentent le marché, lorsque des besoins importants se manifestent tout à coup. Et plus ce réservoir est plein—c'est-à-dire plus la spéculation est active—moins les sursauts dus à des demandes subitement accrues sont violents.

Mais toutes ces considérations ne sauraient nous empêcher de penser que la cote des changes ne donnerait, si l'on s'en tenait seulement à elle, qu'une idée parfaitement inexacte de la situation financière et économique des Etats. Pourquoi le franc ne vaut-il que 40 centimes à New-York, 45 à Genève? Pourquoi le mark ne vaut-il que 3 centimes et demi ici, le franc roumain 7 centimes et demi, la drachme 46 centimes? Si le monde des affaires mesure ainsi le crédit des Etats, on peut bien se demander s'il ne se trompe pas. Ce ne serait pas la première fois.

## Chronique Roumaine

Nous avons vu que la situation extérieure de la Roumanie est très favorable en général et que même ses relations avec les Soviets russes sont pacifiques et promettent de le rester. Nous donnerons aujourd'hui un court aperçu de la situation intérieure de ce pays.

A en juger par la dépréciation de sa monnaie, cette situation serait plus critique qu'à tout autre moment depuis l'armistice jusqu'à ce jour. Les données précises les plus récentes arrivées de Bucarest prouvent le contraire.

Seule une comparaison entre le passé et le présent permet de juger exactement une situation. En 1919, le déficit budgétaire de la Roumanie était de trois milliards deux cents millions; il était de plus de deux milliards et demi l'année suivante et, en 1921, il n'atteignait même pas deux cents millions de lei! Cet écart incroyable entre le déficit des deux premières années qui ont suivi la guerre et l'année 1921, révèle une force économique et une abondance de ressources impressionnantes. Autre exemple: en 1918, la Roumanie exportait plus de cent millions de lei, c'est-à-dire presque rien; en 1920, son exportation est de trois milliards! En

1919, les recettes des chemins de fer roumains sont de 277 millions de lei; elles sont de 1 milliard 400 millions en 1921 et elles sont déjà de près de 2 milliards pendant les cinq premiers mois de 1922. Le nombre de locomotives en service est de 1,000 en 1920 il atteint près de 2,000 en 1922. Il y avait 63 trains de passagers en fonction en 1919; il y en a 300 en 1922; les trains de marchandises passent de 59 à 500. Les ateliers des chemins de fer réparaient 379 wagons par mois en 1919; ils en réparaient cinq mille par mois aujourd'hui.

On pourrait continuer ces comparaisons. C'est inutile. Dans tous les domaines de l'économie d'un Etat, on constate, en Roumanie, un relèvement, une prospérité qui s'accroît avec une étonnante rapidité. Et ce qui donne une idée des ressources de ce pays, c'est le fait que la Roumanie actuelle n'est pas encore arrivée même au chiffre d'exportation de céréales de la petite Roumanie d'avant la guerre. Celle-ci, en 1913, sur un total d'exportation de 450,000 wagons, avait envoyé à l'étranger 300,000 wagons de céréales. Or, à ce moment-là, sa superficie totale était de 130,000 kilomètres carrés, et celle de son sol arable de 5 millions d'hectares. Aujourd'hui, la nouvelle Roumanie a 300,000 kilomètres carrés, et la Besarabie lui apporte 2 millions et demi d'hectares de terre arable et la Transylvanie 1,300,000, auxquels s'ajoute l'apport de la Bucovine, du Banat et du Maramuresh (Marmaros).

Enfin, la Roumanie a pris des mesures pour que le service du coupon de la dette publique roumaine fût désormais assuré par ses propres ressources et la somme nécessaire à cet effet a été inscrite au budget.

Quelle conclusion résulte-t-il de ce qui précède? Pour l'opinion publique française, un fait réjouissant. Aux bouches du Danube, à l'autre bout de l'Europe, la France possède un ami fidèle et sûr, qui lui est dévoué par le cœur et par la race, qui a les mêmes intérêts qu'elle: c'est le peuple roumain. Comme la France, la Roumanie a un intérêt vital à maintenir les traités de paix; comme elle, ce pays est profondément attaché aux principes d'ordre social, de respect de la propriété et de la liberté, bref à toutes les conditions en dehors desquelles la vie des sociétés et des individus et le développement normal des civilisations sont impossibles. La Roumanie est sortie de la guerre mondiale avec son idéal national réalisé, mais avec des blessures profondes. En 1919, sa faiblesse, sa pauvreté, le nombre des ruines, l'état des finances, les désordres de l'administration, en un mot tous les résultats de l'ébranlement, du bouleversement produits par la guerre étaient si graves que l'on commençait à avoir des inquiétudes sur son avenir, ou du moins sur sa possibilité de rapide relèvement et de consolidation. Les effets de ces inquiétudes se traduisaient par une considérable dépréciation de la monnaie roumaine sur les marchés étrangers.

Or, trois ans à peine ont passé depuis lors, et aujourd'hui, on l'a vu ci-dessus, la Roumanie est incontestablement un des pays d'Europe qui se relèvent le plus rapidement, le plus sûrement.

L'ordre a été introduit dans les finances et dans l'administration. L'inflation de la monnaie fiduciaire a été sévèrement arrêtée, au point que depuis six mois la Banque nationale de Roumanie n'émet plus aucun billet pour les besoins de l'Etat, lequel n'a plus émis aucun bon du Trésor pour subvenir à ses dépenses; enfin, la Roumanie a cessé d'augmenter sa dette et elle n'a pas besoin d'emprunt pour ses dépenses intérieures. En ce moment, le gouvernement roumain, après avoir équilibré le budget et mis de l'ordre à l'intérieur, s'occupe à consolider la dette flottante extérieure, contractée pendant et pour les besoins de la guerre. A l'heure où paraissent ces lignes, il est possible, et même probable, que des résultats précis et intéressants pour les porteurs français de titres roumains soient officiellement annoncés.

L'opinion publique française apprendra avec une vive satisfaction ce raffermissement et cette augmentation des forces nationales et économiques du peuple roumain, ami et allié des bons et des mauvais jours, passés et futurs.

D'autre part, le mariage, qui vient d'avoir lieu à Belgrade, du roi des Serbo-Croato-Slovenes avec la princesse Mariora, fille du roi de Roumanie, est un événement d'une réelle importance politique. En effet, par l'alliance des deux maisons régnantes, le rapprochement devient plus étroit entre leurs deux pays, et plus leur union se resserre, plus augmente leur force, liée à la force de la France pour la sauvegarde des traités et de la paix. En fait, on peut estimer avec raison que la situation en Europe centrale et orientale commence enfin à s'éclaircir et à se stabiliser. Des foyers de troubles peuvent subsister çà et là, surtout dans les pays vaincus, mais leur menace est enrayée par le système d'alliances qui existe dans cette partie de l'Europe. La Roumanie est un des facteurs essentiels de ce système, à la création duquel les hommes d'Etat roumains ont d'ailleurs tant contribué. C'est pourquoi le public français est le premier à se réjouir de l'amélioration qui se produit dans la situation économique de la Roumanie, et l'accueil fait par les milieux politiques et économiques

# AU PAYS DES MARKS

PAR WLADIMIR D'ORMESSON

M. le comte Wladimir d'Ormesson a fait récemment une tournée en Europe Centrale, et pendant son voyage, ainsi qu'à son retour, il a écrit ses impressions. Le comte d'Ormesson est heureux de voir reproduire ses lettres dans L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.—La rédaction.

## ART. I PREMIERE LETTRE

Décidément, parmi les habitudes que la guerre a modifiées, il faut inscrire la manière de voyager. Naturellement, dans le rapide qui vous transportait d'un point à un autre, l'on ne cessait guère de lire que pour s'occuper. Aujourd'hui, le roman le plus captivant serait d'un faible intérêt. A côté des pages pathétiques que l'on tourne une à une, si je puis dire, en jetant sur les horizons qui défilent un regard passionné. L'immense champ de bataille, avec encore, ici et là, ses ruines intactes, criant, au passage de ses villes, quelques-uns des noms qui furent, pendant cinq ans, les vraies capitales du monde, offrait au voyageur qui s'enfonçait en Europe comme une préface nécessaire. Le contraste est impressionnant, en effet, entre le paysage qui se déroulait depuis Creil et les souvenirs et les méditations qu'il provoque, et ce qui se présente aux yeux, dès le réveil du lendemain, alors que le Rhin traverse et la zone d'occupation française l'on pénètre, un peu ému, dans la terrasse, formidable et mystérieuse Allemagne. La veille au soir, la lune inondait de blancheur, à perte de vue, des champs tranquilles qui se succédaient à des champs; le lendemain matin, l'on entre dans le royaume enfiévré d'un Vulcain. Pendant cinq heures d'horloge, d'Essen à Hanovre, le rail ne longe qu'une usine. Hauts fourneaux, forges, cheminées, tout cela fumant, flambant, crachant la poussière et le feu; chevalets de puits, fabriques, gares, neuds de chemin de fer, entrepôts, wagons, cités ouvrières, villes, et de nouveau des cheminées et des forges, et toujours des fabriques et des gares et d'immenses fourmillières humaines alignées au cordeau, et la encore des forges et là toujours des usines et partout des cheminées jetant des bouffées noires dans l'air; et sans, pour ainsi dire, que l'on sorte de ses murailles grises, une ville qui n'en finit jamais et qui se prolonge cinq heures durant, avec ses éternels hauts fourneaux et ses forges, ses gares gigantesques et ses milliers de petites maisons basses aux larges toits pointus. Pas un arbre, pas une branche, pas un espace où l'on devine que le printemps pourra fleurir; et cela va, cette forge tentaculaire, depuis Duisbourg jusqu'à la "Porta Westfalica"—petite trouée que la Weser fait entre les collines et qui, aux pieds du monument de l'empereur, Guillaume Ier, ouvre la Prusse, avec ses sables, ses champs et ses forêts, après ce prodigieux vestibule de fer.

A Berlin, ce qui frappe, tout d'abord, le voyageur qui y revient après plusieurs années, c'est de ne plus voir un seul militaire dans les rues. Jadis, il semblait qu'on fût ici dans leur domaine et que la ville fût une caserne où, par une faveur toute passagère, l'on était autorisé à circuler sans participer à une "corvée". Aujourd'hui, c'est tout juste si, en l'espace de quatre jours, j'ai croisé dix soldats.

Berme à des allures de ville de garnison à côté de ce nouveau Berlin. Et cette bienfaisante impression donne immédiatement à la capitale allemande un je ne sais quoi qui la rend presque sympathique. Il fait d'ailleurs un beau soleil, et la promenade dans les allées du "Tiergarten" ne manque pas de charme. Peu de voitures. L'automobile est un luxe de nouveau riche. La circulation, en revanche, est intense sur les trottoirs; mais la police elle-même s'est transformée en bergerie. On ne la voit pas; on ne la sent pas; les Berlinois déboulent dans leurs rues comme des gens libres. Libres? Je ne sais—car rien n'est moins réjouissant que l'aspect de cette foule qui marche. Elle va droit au but, sans regarder, sans parler, sans flâner surtout. On sent qu'à ses yeux les rues sont faites pour permettre aux gens de se transporter le plus rapidement possible d'un point à un autre, et pour cela ces rues sont droites, larges et se coupent perpendiculairement. Mais une rue amusante? Jolie à prendre pour ses racoins et ses secrets? Pour ses vieilles maisons et ses charmants jardins? en un mot pour son âme? Ah! certes non, ce n'est pas ici qu'il faut la chercher, et les Berlinois n'en ont cure. Je regarde les gens qui passent; ils sont correctement vêtus, sans élégance et sans luxe. On rencontre peu de miséreux; on rencontre encore moins de mutilés; pas un mendiant. Cette population, dans son ensemble, ne donne en aucune façon l'impression de souffrir; cependant, quelques-uns souffrent et beaucoup sont gênés; il faut le reconnaître, c'est alors avec une grande dignité qu'ils supportent leur sort. Chacun travaille. On le voit dans l'al-

lure et dans les gestes, dans le visage absorbé, dans la course rapide. Au lendemain de l'armistice—tous les témoignages concordent à cet égard—la faim tenaillait ce peuple. Mais depuis la guerre, depuis deux ans surtout, l'Allemagne mange à sa faim; elle a retrouvé son appétit; elle a retrouvé surtout ses moyens de le satisfaire. Tous ces visages ont bon mine; on renifle partout l'odeur bien aimée des "warmewurstle" des "schinkenbrotten" et de la bière. Les magasins sont bien garnis. A voir leurs devantures luxueuses et leur parfait entretien, l'on peut supposer qu'ils font leurs affaires. Les prix naturellement, ont suivi la hausse de la circulation fiduciaire; mais en faisant le calcul du change, si l'on transforme les prix-marques en prix-francs, l'on constate alors, non sans mélancolie, que la vie coûte ici deux tiers moins cher qu'en France, quand ce n'est pas bien moins encore. Le meilleur fauteuil au théâtre coûte 4 fr. 50; on circule quatre heures en automobile aux environs de la ville pour 40 francs; un parfait déjeuner—qui n'a rien à envier à Larue ou au Café de Paris—veut tout compris à 8 francs. Veut-on faire du "schopping"? L'on croit rêver devant la puissance d'achat que conservent encore ces amas de marks-papier. Maroquinerie, chemiserie, horlogerie, que sais-je, les objets, quels qu'ils soient, reviennent à des prix qui font penser à un retour aux âges d'or. La pharmacie notamment—si scandalement onéreuse en France—ne coûte ici pour ainsi dire rien. Le jour ou tous ces produits (cotés des maintenant deux et trois fois moins cher que les nôtres valeur-or) recommenceront à inonder les marchés du monde, à quelle formidable concurrence ne faut-il pas que notre commerce s'attende? Problème terrible; car le secret de cette incroyable différence reside dans une question de main-d'œuvre. La main-d'œuvre allemande est innombrable; elle travaille dix heures et davantage. Alors... Pour les Allemands, et ils sont nombreux, qui ont une part de leur fortune à l'étranger, Angleterre, Etats-Unis, Hollande, la vie est facile; pour ceux qui se sont enrichis pendant la guerre, industriels ou agriculteurs, elle ne l'est pas moins. Les ouvriers ont des salaires qui les rendent plus heureux qu'avant la guerre; le paysan accumule ses grains; par contre, toute la classe des petits fonctionnaires et militaires retraités, des petits rentiers, des professeurs surtout, est positivement accablée sous le poids du papier-monnaie; M. et Mme Moloch, voilà les vraies victimes de la défaite allemande. Mais ceci, précisément, est des plus graves. Car la misère aigre et agressive de "Herr Professor Moloch" preside aux enseignements qu'il donne à la jeunesse.

(A suivre)

## La Baisse du Mont Blanc

On vous a dit brièvement l'aventure qui arrive au Mont Blanc; il a cessé tout à coup d'être la plus haute montagne de l'Europe. On lui retire son altitude sans préavis, sans même lui donner ses huit jours. Il perd du coup le respect des potaches, la clientèle des touristes et une situation acquise. Habitué à vivre dans les grandeurs, le Mont Blanc est très affecté de l'incident et, découragé, il est en train de perdre quelques centaines de mètres.

Comment ce malheur lui est-il arrivé? Ce n'est pas une vague de baisse. Depuis des années qu'on l'attend, ça se saurait si elle était passée par les Alpes. A vrai dire, le Mont Blanc n'a pas diminué; il a toujours 4,810 mètres. Il a baissé seulement dans l'estime du public et dans sa propre estime. On vient de découvrir que le mont Elbrouz, sommet de la chaîne du Caucase, est maintenant en Europe, et qu'il regarde le Mont Blanc de toute sa hauteur: 5,630 mètres!

Pourquoi déplacer ce mont Elbrouz qui ne demandait rien à personne, et humilier notre Mont Blanc? Il n'y a donc plus de stabilité pour les montagnes, pas plus que pour les institutions sociales? Sans doute, on a parlé de gens qui avaient un volcan et qui l'ont laissé éteindre. Ils n'étaient pas forts, mais au moins ils n'ont pas cherché à le transporter ailleurs. L'exode du mont Elbrouz est intolérable. C'est la forme la plus élevée de ce péril asiatique dont nous menacent les économistes bien informés.

Eh bien! tout ça, c'est encore un coup des Bolchévistes. Toujours eux, tout partout. Les Soviets, qui ont tout bouleversé, même les cartes géographiques, ont décidé pour embêter la France, qu'un nouveau tracé placerait désormais le mont Elbrouz en Europe. Du coup, la souveraineté du Mont Blanc s'effondre. Et M. Perrichon n'ira plus le voir, na! Il ira vers d'autres mers de glace!

Si l'on traite avec les Soviets, il faudra exiger une rectification de frontières. Rendez-nous le record européen du Mont Blanc. Il fond de tristesse à vue d'œil et, aux dernières nouvelles, il était bien bas...—André Lichtenberg.

La peau de la pauvre chez l'homme est 75 fois plus épaisse que celle de la paupière.

français à MM. Jean Bratiano, président du Conseil, et Vintila Bratiano, ministre des finances de Roumanie, ont prouvé combien la France tient à aider la Roumanie dans son œuvre de relèvement et de consolidation.—E. A.